

TE05-B

ÉDITORIAL

Par SANDRA FERLEY

Chiche

Stéphane Hessel avouait qu'il aimait pleurer. Liliane Bettencourt tient sa fortune de la cosmétique. Hier, le premier, riche de ses engagements, recevait l'hommage de la Nation. Avant-hier, la seconde se voyait propulser au rang de femme la plus riche du monde. "Indignez-vous" contre « c'est indigne » ? Le raccourci est facile. Mais l'espace-temps où il se situe sans pitié. Entre l'ancien résistant et diplomate qui a insufflé son énergie à une jeunesse désabusée et une milliardaire qu'on a décrite à bout de souffle, il y a un monde. Mais surtout une société à la peine. Un taux de chômage à plus de 10 % (25,7 % chez les jeunes). Un âge de départ à la retraite qui pourrait repartir à la hausse bien plus tôt que prévu. Et tout ce monde de se retrouver dans ce « précarité » dénoncé par Stéphane Hessel dans un livre testament à sortir, *A nous de jouer !* Pas de quoi remuer les foules et faire redécouvrir une courbe de popularité. François Hollande a souligné hier l'« exigence d'action », qu'il a faite sienne, portée dans le livre *Indignez-vous*. On lui répond chiche ! Pour qu'il prenne Stéphane Hessel au mot de son dernier appel : « Oser encore s'attaquer aux grands rêves de l'humanité. »

Nicolas Sarkozy et la traçabilité... des enfants



■ « Bientôt ils vont se mettre à quatre pour avoir un enfant. » AFP

L'ancien Président Nicolas Sarkozy s'est interrogé sur « le mariage pour tous » et la « traçabilité » des enfants, selon des propos rapportés par l'hebdomadaire *Valeurs actuelles*, daté du 7 mars. « Les Français sont moins en colère qu'effrayés. Quand on pense que le sujet du moment, c'est la traçabilité du bifeck. Tout le monde veut savoir s'il y a du cheval dans ce qu'on mange », a affirmé M. Sarkozy, selon l'hebdomadaire. « Mais la traçabilité des enfants, qu'est-ce qu'on en fait ? C'est tout de même plus important. Avec leur mariage pour tous, la PMA, la GPA, bientôt ils vont se mettre à quatre pour avoir un enfant. Et le petit, plus tard, quand il demandera qui sont ses parents ? On lui répondra : "Désolé, il n'y a pas de traçabilité" », poursuit, selon *Valeurs actuelles*, l'ex-chef de l'État.

Égalité des sexes : des attentes considérables

Parité | Experts et féministes reconnaissent les progrès depuis l'élection de François Hollande, mais il reste beaucoup à faire.

En assurant pour la première fois la parité gouvernementale et en rétablissant un ministère des Droits des femmes de plein exercice, le Président Hollande a affiché sa volonté de faire de l'égalité des sexes une de ses priorités. Mais dix mois après son élection, le chantier et les attentes restent considérables. Première ministre des Droits des femmes depuis 1984, Najat Vallaud-Belkacem assure qu'« on a fait beaucoup en peu de temps. »

« Les femmes ministres ne sont pas des alibis »  
Maxime Forest, Haut conseil à l'égalité femmes-hommes

« Si vous prenez les 40 engagements » de Hollande pour l'égalité hommes-femmes, « 23 sont déjà atteints et 10 en cours de réalisation », ajoute-t-elle en citant la loi sur le harcèlement sexuel, l'Observatoire national des violences faites aux femmes, le remboursement intégral de l'IVG et de la contraception des mineures... Experts et associations féministes reconnaissent volontiers des progrès, même si beaucoup reste à faire.



■ Najat Vallaud-Belkacem, première ministre des Droits des femmes depuis 1984. AFP

« La question de l'égalité est prise en compte dans chaque ministère », estime Maxime Forest, docteur de l'IEP de Paris et membre du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes, avec des « études d'impact menées pour toutes les lois votées par le Parlement ». « À la différence des gouvernements précédents, ajoute-t-il, les fem-

mes ministres nommées ne sont pas des alibis. » Ce sont « de vraies professionnelles de la politique », renchérit Mariette Sineau, directrice de recherche au Cevipof, alors que les gouvernements Fillon étaient, selon elle, composés « suivant un casting qui était plus de l'affichage qu'autre chose ». Si elle reconnaît le « travail important » du gouvernement, Maya Surduts, du Collectif national pour les droits des femmes, affirme que « la parité n'est pas la priorité » face à l'« urgence sociale et économique ». Elle insiste sur le « manque d'information » sur la contraception, la généralisation des temps partiels et les « 500 000 places de crèche » à créer. Clémentine Autain, ancienne porte-parole de Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle, estime elle que « rien de substantiel » n'a encore été accompli par le gouvernement pour l'égalité. Lydia Guirous, du club «Future, au féminin» et membre de l'UDI, se dit aussi « déçue » : « Rien n'a changé depuis que les socialistes sont au pouvoir. Il n'y a que des reculs sur le non-cumul des mandats, la parité. Dans le gouvernement précédent, on avait une femme à la Défense, une à l'Économie, une à la Justice ! »

Près de trois millions de chômeurs

Statistiques | Plus de 10 % de la population active sans emploi.

Comme en 1999, le taux de chômage a dépassé les 10 % d'actifs en France métropolitaine au quatrième trimestre 2012. Il a bondi à 10,2 % et accuse un nouveau record chez les jeunes (25,7 %), selon l'Insee. Avec l'Outre-mer, où cette barre symbolique avait été franchie dès le premier trimestre, le chômage a atteint 10,6 % en moyenne sur le dernier trimestre. Le taux de chômage est en hausse depuis six trimestres (mi-2011). Sur un an, la hausse est de 0,8 point (0,3 point par rapport au trimestre précé-

dent) en métropole. Le dernier taux supérieur à 10 % avait été enregistré au deuxième trimestre 1999 (10,2 % également). Le record absolu, 10,8 %, a été atteint en 1994 et 1997. L'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), qui établit chaque trimestre une projection à partir d'une enquête auprès de 100 000 personnes, estime désormais que 2,9 millions de personnes sont au chômage en métropole au sens des normes du Bureau international du travail (BIT). L'Insee considère comme chô-

meurs les personnes de plus de 15 ans cherchant activement un emploi et n'ayant pas du tout travaillé au cours de la semaine de référence de l'enquête. Plus généralement, 3,7 millions de personnes souhaitaient travailler, qu'elles soient ou non disponibles dans les deux semaines et qu'elles recherchent ou non activement un emploi. À nouveau, les jeunes sont les plus durement frappés : le chômage des 15-24 ans grimpe de 3,4 pts en un an, marquant donc un nouveau record, soit 730 000 personnes (25,7 %).



■ Les jeunes sont les plus durement frappés. E. TISSOT

Pour sauver les complémentaires

Retraites | A la recherche de 6 à 10 milliards d'euros d'ici 2017.

Pas d'accord trouvé hier entre les partenaires sociaux sur l'avenir des régimes de retraites complémentaires. Ces derniers connaissent en effet de grandes difficultés financières. Les syndicats ont précisé qu'une nouvelle séance de négociation était prévue mercredi prochain. Les dernières propositions du patronat « ne nous (vont) absolument pas », a déclaré Philippe Pihet, de Force ouvrière, rejetant la « responsabilité » sur le patronat, qui propose selon les syndicats des conditions « inacceptables ».

Hausse des cotisations ou du taux d'appel

« C'est un recul pour les retraités, il n'y a rien en face » de la part du patronat, selon la CGT. « C'est un blocage complet », a ajouté Danièle Kar-



■ Les syndicats réclament une hausse des cotisations. M. ESOURRUBAILH

niewicz, de la CFE-CGC, à l'issue de la réunion, vers 20 heures, après une dizaine d'heures de discussions. Les régimes complémentaires Agirc (cadres du privé) et Arrco (salariés du privé) se caractérisent par un taux de cotisation calculé via le « taux contractuel », qui ouvre des

droits à la retraite (plus on cotise, plus la retraite est élevée) et le « taux d'appel », qui n'ouvre pas de nouveaux droits (même si on cotise plus, la pensions ne sera pas plus élevée). Ce dernier taux sert à renflouer les caisses. Les syndicats souhaitent une hausse du « taux contrac-

tuel », pour de meilleures pensions. Le patronat propose une hausse du « taux d'appel d'un point en 2014 » qui pourrait ensuite se transformer en hausse du « taux contractuel » sous plusieurs conditions, comme la reconstitution des réserves financières des régimes, selon Jean-François Pillard (Medef). Autre condition : « Un recul significatif de l'âge moyen de départ à la retraite. » Le besoin de financement est estimé entre 6 et 10 milliards d'euros d'ici à 2017. Et les partenaires sociaux sont face à l'échéance du 1<sup>er</sup> avril, date à laquelle, si aucun accord n'était trouvé, les pensions seraient automatiquement revalorisées à hauteur de l'inflation, ce qui creuserait les déficits. Une réforme du régime général est prévue dans l'année.

HEXAGONE

● MUNICIPALES À un an des municipales, les préoccupations des Français pour leur commune sont le montant des impôts locaux (45 %), la lutte contre la délinquance (37 %), selon un sondage CSA pour BFMTV et *Le Figaro* paru hier. Ensuite le stationnement et la circulation (34 %), le logement (26 %)... Lutte contre la pollution (12 %) et espaces verts (8 %) inquiètent moins les sondés.

● UMP L'ancien ministre Claude Guéant a assuré hier que Nicolas Sarkozy « ne se dérobera pas à son devoir » si les circonstances l'exigeaient. Jean-Pierre Raffarin et Nathalie Kosciusko-Morizet jugent aussi plausible le retour de l'ancien chef de l'État « si la situation l'exigeait ».

● CHÔMAGE La présidente du FN Marine Le Pen a lié hier la hausse du chômage (lire ci-contre) à « la



nécessité » du « référendum sur la fin de l'Union européenne » qu'elle réclame, en affirmant que l'UE est « la recette implacable du chômage de masse ».

● ALSACE Trois Alsaciens sur quatre envisagent de dire « oui » au référendum du 7 avril sur la création d'une collectivité territoriale unique en Alsace, selon un premier sondage publié hier par plusieurs médias régionaux.

● DÉONTOLOGIE Le nouveau code de déontologie pour les policiers et les gendarmes, un chantier de Manuel Valls pour améliorer les relations avec la population qui préconise le vouvoiement et encadre les contrôles d'identité, a été approuvé majoritairement par les partenaires sociaux du ministère de l'Intérieur.

● PV De nouvelles règles de vente pour limiter la circulation de fausses plaques d'immatriculation devraient bientôt voir le jour, a annoncé mercredi le Défenseur des Droits. Ces « doublettes » sont à l'origine de nombreux PV injustifiés, en particulier pour excès de vitesse.

● DÉFENSE Le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, s'est rendu hier dans le nord du Mali, pour saluer le « don de soi » des soldats français qui y mènent, avec d'autres troupes africaines, un combat acharné contre les islamistes armés. Un Français ferait partie de la « demi-dizaine » de jihadistes faits prisonniers dans le massif de l'Adra des Ifoghas, selon une source proche du dossier.

● DIFFAMATION Le député écologiste Noël Mamère, poursuivi en diffamation en France par le président mauritanien Mohamed Ould Abdel Aziz pour l'avoir présenté comme « le parrain d'un trafic de drogue », affirme que sa parole a été « instrumentalisée ».